

tion » (article 1, loi du statut des militaires).

– En réalité :

« Le président est chef des Armées » (Constitution de 58, article 15).

« Le premier ministre est responsable de la Défense Nationale » (article 21).

Actuellement, Michel Debré cumule la responsabilité des Armées et celle de la Défense Nationale.

Voilà en clair à quoi se réduit « la Nation » !

L'armée est donc en fait aux mains exclusives de la bande UDR ; c'est d'ailleurs l'armée elle-même qui a pris le pouvoir le 13 mai 1958.

– Un homme, un parti bourgeois et 32 000 officiers formés à leur école ont entre les mains la panoplie et le personnel déjà décrits.

– Dans les faits, le port d'armes est pratiquement interdit pour tout autre citoyen (sauf s'il est membre d'une police patronale ou d'une bande parallèle).

– Voilà ce que signifie concrètement la « souveraineté du peuple » en démocratie bourgeoise.

A quoi a servi l'armée jusqu'ici ?

– A conquérir des territoires et des marchés pour les capitalistes :

L'armée de Napoléon a conquis le marché européen pour la bourgeoisie nouvellement arrivée au pouvoir. Puis suivirent les conquêtes coloniales qui aboutirent au massacre et à l'oppression des peuples colonisés et finalement à la grande boucherie de 14-18, partage sanglant pour lequel 8 millions de prolétaires européens ont donné leur vie : pour la bourgeoisie française, la guerre rapportera les mines de potasse d'Alsace, le fer et le charbon de la Lorraine, le Togo et le Cameroun. Bonne opération en somme.

– A mater les luttes de la classe ouvrière :

Détail significatif : après la guerre de 14 on laissa à « l'ennemi » 100 000 hommes, afin que la bourgeoisie allemande puisse maintenir « l'ordre intérieur » contre les menaces de révolution ouvrière et de contagion en France...

En France même, le palmarès de l'armée en ce domaine est plutôt lourd :

– 1848-1871 : écrasement d'insurrections

– 1er mai 1891 : fusillade de Fourmies (9 tués, 100 blessés)

– juin 1908 : fusillade de Draveil-Villeneuve Saint Georges (3 ouvriers tués)

– 1920 : intervention contre la grande grève des cheminots

– 14 mars 1937 : répression par la Garde Républicaine d'une manifestation anti-fasciste (5 morts, 200 blessés)

etc...

– A défendre « le sol de la patrie » ?

Elle n'en a jamais été capable : chaque fois qu'elle a été confrontée à la défense du « territoire national », elle a failli, elle s'est scindée en deux et une partie a pactisé avec « l'adversaire » pour réprimer la classe ouvrière :

– 1871 : l'armée disparaît dans le débâcle. Mais quand à Paris se constitue un gouvernement ouvrier, la Commune, elle passe du côté des bourgeois réfugiés à Versailles et réprimera des travailleurs avec la complicité de l'armée allemande : plusieurs dizaines de milliers de morts.

– 1939-1940 : l'armée enterrée aux frontières dans la ligne Maginot est écrasée en un mois de campagne. Après l'appel à la Résistance, elle se coupera en deux.

– 1941 : l'armée française tire... sur l'armée française en Syrie !

Et aujourd'hui ?

Elle a quatre tâches principales qui en font un outil précieux dans les mains des capitalistes :

– Une armée contre les Etats ouvriers

C'est à cela que sert la force de frappe. Ceux qui parlent volontiers de « souveraineté nationale » se partagent en réalité les tâches avec les autres pays impérialistes et notamment l'impérialisme US. Un symbole : le matériel électronique des sous-marins et des fusées à ogive nucléaire françaises sont de fabrication américaine. Et dans leurs silos de Haute-Provence, elles sont plutôt dirigées vers l'Est que vers l'Ouest.

– Une armée contre la révolution coloniale

1945-1947 : écrasement des soulèvements en Algérie (Sétif) et à Madagascar ; début de la guerre d'Indochine.

1956 : guerre d'Algérie.

1960-1963 : intervention au Cameroun pour maintenir le dictateur Ahidjo au pouvoir.

1961 : bombardement de Bizerte

1963 : intervention au Niger.

1964 : coup d'Etat des paras au Gabon.

1965 : armée et CRS en Guadeloupe.

1969 : intervention au Tchad.

22 octobre 1971, à bord du porte-hélicoptère « Jeanne d'Arc », Pompidou déclare que l'armée interviendra « partout où la France a des intérêts directs ou indirects ».

– Une armée contre la classe ouvrière, une armée préparée à la guerre civile.

Le spectre de mai 68 : au printemps 1968, de Gaulle a vu son régime chanceler sous la poussée de la grève générale. L'Etat-Major a promené des blindés vers Paris... De Gaulle s'est rendu en personne au Q.G. du général Massu.

Il ne s'agit pas d'un mauvais souvenir, mais d'une préoccupation constante chez le patronat. Michel Drancourt, dans la revue « Entreprise » s'inquiète : « Cette armée de demain sera-t-elle à même de briser les révolutions intérieures ? » (20.6.70).

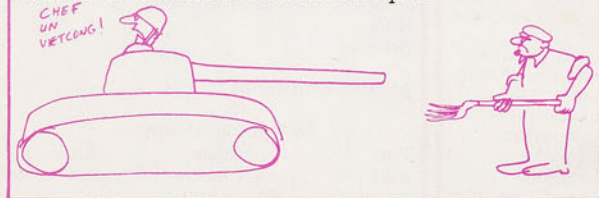
Fanton, adjoint de Debré, affirme avoir pris ses précautions : « La D.O.T. est aujourd'hui organisée pour éviter tout retour aux événements de mai 68 » (19.1.70).

Et effectivement, l'arrêté inter-ministériel du 13.2.69 prévoit qu'en cas de « crise » le pays sera placé sous administration militaire.

Et les manœuvres militaires de la D.O.T. vont clairement dans ce sens :

– Hainaut 71 (novembre) : thème fictif choisi pour la manœuvre : le 43ème R.I. de Lille pénètre en Belgique pour participer à « la répression d'une insurrection populaire dans la région de Leuze » (sic !).

– Beauce 72 (20 - 23 mars) : thème choisi : « la répression des subversifs » avec la collaboration prévue de la population locale. Mais les appels restèrent vains : l'habitant ne collabore pas.



– L'internationale de la répression

Depuis la « réconciliation » de 71 entre les bourgeoisies « ennemies » de France et d'Allemagne sur le cadavre des ouvriers communards, les temps ont changé mais la solidarité des gouvernements bourgeois dans la répression demeure un fait d'actualité :

le rapport Bostwell et le document Spivy prévoient l'intervention des USA en Europe Atlantique en cas de « désordre intérieur ».

l'armée anglaise qui occupe l'Irlande s'entraîne depuis 2 ans en France, au camp du Larzac.

– En attendant, l'armée s'entraîne en jouant le rôle de briseur de grève :

Octobre 71 : le métro parisien est en grève, l'armée transporte les usagers.

Décembre 72 : les éboueurs de la capitale débrayent, l'armée ramasse les ordures.

## Service « National » service du capital

Une armée qui aide à la santé du capitalisme.

Les travailleurs payent des impôts à l'Etat.

L'Etat, le ministère des Armées font des commandes qui sont de véritables aubaines pour les trusts capitalistes.

Ces commandes financent à 50 % le secteur de l'électronique. Dassault peut se réjouir : la France vient au 3ème rang des pays marchands de canons.

Bourrage de crânes et répression contre les appelés.

En avril 69, un général d'extrême-droite, Vanuxem, déclarait : « il est nécessaire (...) que l'âge d'incorporation des jeunes se situe vers la fin de leur 18ème année, permettant à l'adolescent de passer de l'école à l'armée sans transition, en évitant ainsi certaines contagions désastreuses ».

Aujourd'hui, Debré comble les vœux de Vanuxem : l'incorporation se fera à 18 ans, les sursis sont supprimés.

Voilà enfin réalisé le rêve de tous ceux qui souhaitaient une jeunesse « prise en main » de l'école à la production.



A l'armée, le jeune appelé sera un déraciné, isolé, dépersonnalisé, soumis à tout l'arsenal répressif de la caserne :

30 jours d'arrêts de rigueur pour toute réclamation collective,

60 jours pour avoir désobéi formellement à un ordre donné,

le bain militaire à Fort Aiton, de sinistre renommée, pour les réfractaires.

Son seul droit sera de se taire :

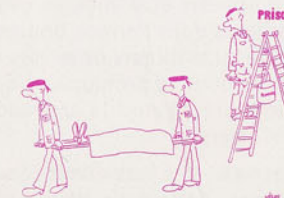
interdiction de faire grève,

interdiction de toute activité syndicale ou politique,

2 ans de service pour les objecteurs de conscience.

Les résultats sont parlants :

488 suicides reconnus pour 1969 par la Sécurité Militaire (pour combien de tentatives ?),



des centaines d'objecteurs et insoumis emprisonnés,

des procès politiques : Hervé, Trouilleux, Devaux condamnés à 4, 8 et 12 mois de prison. Janin, Fayard... et combien d'autres ?

## L'Armée Française, un colosse aux pieds d'argile

Les jeunes travailleurs en armes sous l'uniforme, y compris certains petits cadres engagés, n'ont jamais été un instrument docile pour la bourgeoisie :

juin 1907 : le 17ème Régiment d'Infanterie à Béziers se mutine et refuse de tirer sur les vigneron en lutte,

1919 : les marins de la Mer Noire envoyés contre la Russie après la révolution se révoltèrent et durent être rapatriés,

1934-1936 : fraternisation des marins de Brest avec les grévistes au chant de l'Internationale,

guerre d'Algérie : neutralisation des généraux fascistes par le contingent,

Mai-juin 68 : face au complot de Gaulle-Massu, de nombreux comités de soldats annoncent qu'ils fraterniseront avec les grévistes (c'est le cas du 153ème RIMECA de Mutzig).

Mais aujourd'hui, malgré les mesures policières de Debré, l'insolence révolutionnaire du contingent s'accroît :

Septembre 70 : le 41ème EQG Baden-Baden. Refus collectif d'une corvée générale infligée un dimanche.

1er Octobre 72 : « un groupe de militants communistes, militaires de carrière et appelés du contingent » créent un « Front des Marins et des Soldats Révolutionnaires ».

Novembre 72 : le 12ème Régiment de Chasseurs de FFA à Mulheim. Farid Aichoun et ses camarades appelés collectent 420 F pour les mineurs grévistes des potasses d'Alsace.

Décembre 72 : grève des éboueurs, Fort de Vincennes. Encouragés par la solidarité des Comités de Défense des



Appelés, les soldats sabotent le ramassage des ordures, redescendent les boulevards périphériques en klaxonnant « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » et vident les ordures... dans la cour du Fort de Vincennes.

Janvier 73 : montée des paysans du Larzac. Orléans. La base aérienne et les casernes de hussards et dragons doivent servir d'abris aux CRS : ceux-ci sont ouvertement conspués par les appelés.

## Le PCF, l'Union de la Gauche et l'armée

La 4ème condition pour adhérer à la IIIème Internationale, celle de Lénine et de Trotsky, était « l'obligation d'une propagande intense et systématique dans l'armée ».

Il y a longtemps que le PCF ne fait plus aucun travail anti-militariste, aujourd'hui, il fait preuve d'une remarquable passivité. Et les réformes que ses élus proposent au Parlement ne s'appuient sur aucune activité de masse réelle :

il ne sort aucun journal anti-militariste,